

L'évolution des institutions politiques et la révolution scientifique et technique

par Jerzy J. WIATR

Professeur à l'Université de Varsovie,
ancien Président de l'Association Polonaise des Sciences Politiques,
membre de Comité Exécutif d'AISP.

★

Considérations préliminaires

Les transformations inhérentes à la révolution scientifique et technique que la Pologne aborde au seuil des années soixante-dix resteront en double liaison avec les transformations des institutions politiques et, plus largement, avec celles de la vie politique (qui comprend, outre les transformations des institutions, celles de la culture politique et des rapports politiques entre les différents groupes sociaux). Premièrement, les transformations en cours seront déterminées par des changements politiques correspondants qui doivent précéder les différents stades de cette révolution et qui constituent une partie intégrante de ses prémisses. Elles seront donc fonctionnelles du point de vue de la révolution scientifique et technique. Deuxièmement, les changements scientifiques et techniques en cours entraîneront des changements politiques, aussi bien celles qui sont prévisibles dès à présent, que celles que nous ne percevons pas encore. Ces changements feront partie des effets de la révolution scientifique et technique. Autrement dit, dès que l'on réfléchit aux perspectives des institutions politiques dans le contexte des changements liés à la révolution en question, il faut tenir compte de la différence existant entre ces deux types de transformations, étant toutefois entendu que cette différence ne se manifeste avec acuité que dans un raisonnement portant sur un modèle, tandis qu'en réalité les prémisses et les effets de la révolution scientifique et technique apparaîtront plus d'une fois mêlés les uns aux autres.

La question se trouve cependant compliquée par le fait que les transformations politiques ne s'opèrent pas uniquement sous l'influence des exigences ou des effets de la révolution scientifique et technique.

Parmi les facteurs externes qui déterminent la direction et le rythme de ces transformations il y a lieu de mentionner, en premier lieu, les transformations de la structure sociale (1) et le processus qui se déroule sur ce fond de disparition progressive des anciens cloisonnements politico-idéologiques déterminés par la structure des classes.

La transformation des institutions politiques subira aussi une influence interne de l'évolution qui se produira dans la situation internationale. Celle-ci peut aussi bien compliquer que faciliter l'extension des institutions de démocratie socialiste, stimuler ou freiner les tendances à l'élargissement des libertés démocratiques et de la participation du peuple au gouvernement.

Les pronostics concernant les changements des institutions politiques ont un caractère particulier, et il est utile de s'en rendre compte. Ces changements, en effet, ne s'opèrent pas en principe spontanément, mais sont déterminés par des décisions politiques. Aussi la prévision n'a-t-elle pas, dans ce cas, le caractère de pronostics purs et simples, mais plutôt celui, à la fois, de pronostics et de postulats (2). Il s'agit non pas de prévoir abstraitement la direction que prendront les changements mais, pour reprendre la terminologie de Gramsci, d'accomplir consciemment des actes tendant à la réalisation du résultat escompté (3). Cela implique qu'il faut discerner les chances de réalisation des changements souhaités et déceler l'apparition de changements indésirables de même que projeter des changements à la fois réalistes et conformes à l'axiologie adoptée. Cela implique aussi l'approbation des principes axiologiques. Ces principes sont contenus dans la théorie marxiste-léniniste du socialisme et notamment dans les principes de suppression de l'aliénation (tant aliénation du travail que celle qui est imputable aux institutions elles-mêmes, y compris les institutions politiques), de création d'une société sans classes et d'une vie collective fondée sur une large participation de l'ensemble des travailleurs aux décisions en matière sociale. Ce sont là, bien entendu, des principes généraux. Il semble utile de les rappeler au moment d'aborder l'examen des changements probables et souhaitables des institutions politiques. L'orientation de ces changements devrait être faite, de telle sorte qu'elle soit conforme aux principales

(1) Cf mon article *Polityczne następstwa przemian struktury społecznej (Les incidences politiques des transformations de la structure sociale)* dans la revue *Nowe Drogi*, janvier 1971 et la discussion sur ce sujet publiée au n° 3 (mars 1971) de cette revue.

(2) Cela est lié au rôle normatif de la théorie complexe de la société socialiste. J'ai analysé cette théorie et le rôle de son composant normatif dans l'article *Teoria społeczeństwa socjalistycznego: problemy i perspektywy (La théorie de la société socialiste: problèmes et perspectives)*, dans *Studia Socjologiczne*, n° 3, 1971.

(3) A. GRAMSCI, *Remarques critiques sur le Précis populaire de sociologie* dans *Œuvres choisies* (en polonais), Varsovie, 1961, t. I, pp. 121-122.

valeurs idéologiques du socialisme, ce qui signifie, en conséquence, que les transformations dues à la révolution scientifique et technique auront en régime socialiste un autre caractère que celles qui s'opèrent dans les pays capitalistes. Cela est une des causes substantielles qui inclinent à juger inadmissibles les propositions et les pronostics relatifs à la prétendue convergence des deux systèmes mondiaux sous l'influence du progrès scientifique, technique et économique (4). Cependant, il convient de faire remarquer qu'en repoussant, comme non fondée, la vision générale de la convergence du socialisme et du capitalisme, on ne supprime pas pour autant automatiquement le problème lui-même. Seules les recherches comparées systématiques, menées dans les pays à systèmes socio-économiques et politiques différents, peuvent apporter une réponse à la question de savoir quels sont dans ces pays, les processus qui se déroulent de façon similaire ou non, quelles sont et sur quoi portent les ressemblances et les dissemblances. Nous nous rendons déjà parfaitement compte, ne serait-ce que d'après l'analyse effectuée de l'industrialisation socialiste (5), que tant les forces sociales et politiques sur lesquelles s'appuient les transformations technologiques semblables que la motivation idéologique et les effets de ces transformations diffèrent de ceux qu'a connus l'industrialisation capitaliste. On peut en déduire que les aspects politiques de la révolution scientifique et technique s'accomplissant dans les pays socialistes seront essentiellement différents de ceux qui étaient propres au capitalisme. Mais seules les recherches systématiques comparées permettront d'établir avec plus de précision les limites de ces différences et les directions qu'elles prennent. En revanche, indépendamment de telles recherches on peut dès à présent

(4) Cf notamment : W.W. ROSTOW, *The Stages of Economic Growth*, Cambridge (Massachusetts), 1960 ; R. ARON, *La lutte de classes*, Paris, 1964. Cette conception est critiquée par plusieurs auteurs marxistes. Cf par exemple D. MARKOWSKI, *Socjalizm, kapitalizm a teoria upodobniajacej ewolucji obu ustrojów (Le socialisme, le capitalisme et la théorie de l'évolution convergente des deux systèmes)*, Zeszyty Naukowe Uniwersytetu Jagiellonskiego, Prace z Nauk Politycznych, fasc. 1, 1971.

(5) Le terme d'« industrialisation socialiste » a été utilisé par Oskar Lange à côté d'« industrialisation capitaliste » et d'« industrialisation nationale révolutionnaire » (*Rozwój gospodarczy, planowanie i współpraca międzynarodowa (Développement économique, planification et coopération internationale)*) dans l'ouvrage collectif intitulé : *Teorie wzrostu ekonomicznego a współczesny kapitalizm (Les théories de croissance économique et le capitalisme contemporain)*, Varsovie, 1962. La spécificité de l'industrialisation socialiste consiste en ce que : 1° L'industrialisation s'accomplit au cours de transformations révolutionnaires radicales, qui éliminent les classes possédantes fondamentales, y compris la haute et la moyenne bourgeoisie ; 2° la force motrice de l'industrialisation est la classe ouvrière ; 3° l'industrialisation s'accomplit de façon planifiée, à la suite de la réalisation d'une conception de développement établie à l'avance et sous l'influence dirigeante de l'Etat ; 4° l'industrialisation s'accomplit en s'appuyant sur les réserves internes créées par la nationalisation des branches fondamentales de l'économie nationale ; 5° l'industrialisation est motivée par l'idéologie de la justice sociale socialiste et du bien-être général et non par l'idéologie du profit individuel.

indiquer les principes axiologiques différents qui découlent de la vision marxiste du socialisme et se trouvent à la base des décisions déterminant le processus de la révolution scientifique et technique et ses aspects extra-économiques.

Les prémisses politiques de la révolution scientifique et technique.

Le fait que la Pologne s'est trouvée au seuil de la révolution scientifique et technique est une conséquence du développement économique au cours de l'industrialisation socialiste. Pareille situation est donc indirectement déterminée par les changements de superstructure politique intervenus après la dernière guerre. Ces changements en effet ont libéré les forces économiques et sociales permettant d'accélérer le développement du pays et, partant, ont donné à la Pologne une chance réelle de participer à la compétition pour prendre place parmi les pays hautement développés. Aussi le système existant des institutions politiques peut-il être considéré comme une des conditions fondamentales permettant d'affronter, au début des années soixante-dix, les tâches de la révolution scientifique et technique.

Il y a lieu, à ce propos, de souligner la continuité des principales institutions politiques et notamment :

— celles du système de parti, fondé sur le rôle directeur du parti marxiste-léniniste et son alliance durable avec les autres partis politiques, le Parti Paysan Unifié et le Parti Démocrate, et avec les groupements socio-politiques ;

— celle du système des institutions représentatives, en particulier de la Diète en tant qu'organe suprême du pouvoir d'Etat et des conseils du peuple de différents échelons en tant qu'organes locaux du pouvoir d'Etat ;

— celle du système de l'administration d'Etat qui est agencé selon le principe du centralisme démocratique.

Ces caractéristiques du système des institutions politiques doivent se maintenir au cours des deux ou trois décennies à venir quand les objectifs de la révolution scientifique et technique seront en voie de réalisation. Cependant ces objectifs feront apparaître de nouveaux besoins et de nouvelles formes d'action. Dès aujourd'hui on peut préciser les directions que devront suivre les conditions à remplir dans le domaine des institutions politiques en vue d'une mise en œuvre efficace des objectifs de la révolution scientifique et technique.

1. *Perfectionnement du système de direction.*

Les transformations scientifiques et techniques exigeront un perfectionnement notable du système de direction à tous les échelons. Ce problème est maintes fois examiné sous l'aspect des exigences auxquelles devront faire face les structures d'organisation, par exemple dans l'industrie. On met parfois en relief (6) que le développement extensif a fait naître des mécanismes d'organisation peu capables « d'assimiler », et qui devront connaître des adaptations substantielles si elles doivent faire face avec succès aux exigences de la révolution scientifique et technique.

Mais la question ne se limite pas aux structures d'organisation dans l'économie, elle trouve son corollaire dans le domaine des institutions politiques. Celles-ci ont été formées dans une forte mesure sous l'influence des tâches qu'elles avaient à remplir pendant la période de l'industrialisation socialiste, donc au cours d'un développement en premier lieu extensif.

Les changements proposés et réalisés consisteront donc à départager plus nettement l'aspect politique de l'aspect technique des processus de développement économique. Cette délimitation, à accomplir dans le domaine non seulement des directives générales mais aussi des modes d'action, des habitudes, etc., aura une importance essentielle pour le fonctionnement de toutes les institutions politiques. Elle permettra de définir avec plus de netteté les compétences et les devoirs et aussi de spécialiser les cadres.

De ce dernier point de vue, il semble important de réfléchir à la direction que devra suivre la spécialisation du personnel dirigeant des institutions politiques. De la façon la plus générale, la direction des institutions politiques dans les conditions de leur nette spécialisation exigera deux genres de personnel de direction fonctionnant *l'un à côté de l'autre* :

a) les chefs politiques aux différents échelons de direction, dont le savoir et les capacités les prédestineront avant tout à concevoir de façon synthétique les problèmes de développement qui sont généraux à un niveau donné de la direction, à formuler les objectifs à atteindre, à exprimer les tendances sociales judicieusement analysées et à exercer

(6) Cf notamment : J. STANISZKIS, *Mechanizmy rozwoju i przekształcen struktur organizacyjnych* (Les mécanismes de développement et de transformation des structures d'organisation. Proposition de typologie) dans *Studia Socjologiczne*, no 2, 1970.

un contrôle politique général sur le mode d'activité de l'ensemble des institutions politiques et économiques ;

b) les organisateurs des différents domaines de la vie, unissant la faculté de voir les perspectives de politique générale à la compétence en cette matière que leur activité professionnelle touche de plus près. Il est hautement probable que les premiers devront prédominer dans les instances du parti marxiste-léniniste et des autres partis politiques ainsi qu'à certains postes d'Etat où s'exerce la direction générale, tandis que les militants du deuxième genre devront constituer le pivot de direction de l'administration publique. Il sera possible de passer d'une de ces catégories à l'autre et, en de nombreux cas, il n'y aura pas entre elles une limite aussi nette que le prévoit le modèle. Mais il semble utile de se rendre compte que le double caractère du processus de direction exigera l'adaptation des cadres. Car même une délimitation aussi précise que possible des compétences ne suffit pas si le choix et la formation de ceux qui exercent des fonctions de direction ne permettent pas d'user de façon optimale de ces compétences. Aussi est-il important non seulement d'adapter systématiquement les attributions des corps dirigeants à des différents échelons aux besoins et aux exigences découlant du principe de spécialisation, mais aussi de sélectionner et de former les cadres conformément à ce principe.

2. *Perfectionnement de la transmission des informations.*

L'étude, de plus en plus fréquente en ces dernières années, du système des institutions politiques du point de vue de la transmission (diffusion et circulation) des informations (7), revêt une importance particulière en ce qui concerne l'influence des institutions politiques sur un bon déroulement de la révolution scientifique et technique. Il est évident que le perfectionnement de la transmission des informations est nécessaire non seulement dans le système des institutions politiques mais aussi dans celui des institutions économiques. Mais le problème a une signification primordiale pour ce qui est des institutions politiques, du fait que les décisions fondamentales relatives aux directions que doit suivre la révolution scientifique et technique, à l'allocation de ressources, à l'établissement des priorités, etc., sont précisément prises par les organes politiques compétents. Et c'est ainsi que surgit le problème

(7) Cette formule se réfère à la proposition d'une analyse systématisée de la vie politique formulée en premier lieu par David EASTON (cf notamment son ouvrage *A System Analysis of Political Life*, New York, 1965). Une conception originale qui s'écarte de celle d'Easton est présentée par K. OSTROWSKI dans l'ouvrage *Rola Związków Zawodowych w polskim systemie politycznym (Le rôle des syndicats professionnels dans le système politique polonais)*, Wrocław, 1970.

d'une information efficace dont les organes doivent disposer afin de prendre des décisions rationnelles.

Premièrement, le perfectionnement de la transmission des informations exige que soient définis avec plus de précision les critères et les règles de classement des informations en fonction du niveau où les décisions sont prises, ce qui fait préciser davantage les limites de l'autonomie des rouages particuliers du processus de la prise de décision. Je reviendrai plus loin sur cette question dans les considérations portant sur les limites souhaitables de la centralisation et de l'autonomie.

Deuxièmement, il est aussi nécessaire de réviser les règles concernant le comportement des informateurs, et notamment d'éliminer les cas où la situation de service de l'informateur risque de subir des incidences du fait qu'il donne son appréciation sur les phénomènes que l'information concerne. Ces cas en effet engendrent spontanément une information déformée parce qu'adaptée à la réaction anticipée du sujet informé.

Troisièmement, il est nécessaire de développer les canaux d'information indépendante du système des institutions qui prennent des décisions ou les mettent en œuvre. La recherche scientifique, orientée sur des problèmes importants du point de vue pratique, peut constituer une partie d'une telle information. Celle-ci devrait avoir, plus souvent, pour source la discussion publique, la consultation des milieux sociaux choisis (à l'exemple des consultations avec les personnels ouvriers en décembre 1970). L'appareil de contrôle d'Etat devrait, lui aussi, servir de source à une telle information.

Quatrièmement, il semble opportun de restreindre systématiquement le domaine de la vie publique couvert par le secret, d'étendre les informations destinées à une vaste audience, etc. Cela implique aussi bien l'abolition des restrictions inutiles que l'extension de l'information synthétique, adaptée par son style aux capacités de la recevoir de l'opinion publique.

3. Développement des systèmes autonomes de prise de décision.

Les tâches complexes de la révolution scientifique et technique exigeront le perfectionnement de prise de décisions aussi sur le plan des compétences respectives des rouages centraux et des rouages de l'échelon inférieur du mécanisme de l'Etat. J'adopte à cet égard comme principe de base le maintien du système où les décisions-clés sont prises à l'échelon central et le contrôle est exercé par les rouages centraux à l'égard de ceux qui leur sont subordonnés. Ce modèle d'institutions s'est vérifié jusqu'à présent en Pologne Populaire et dans la majorité des pays socialistes. En assurant un bon fonctionnement de tout le système des institutions et la rationalité des décisions prises par les organes centraux,

il semble, dans les conditions polonaises, le plus adéquat aux besoins et possibilités existants.

Mais tout en partant du principe du maintien et du perfectionnement d'un système centraliste par sa nature, on peut prévoir et proposer des changements allant vers l'extension de l'autonomie des échelons inférieurs du mécanisme de direction. Il convient de considérer aussi bien l'étendue des prérogatives des rouages centraux à l'égard des rouages inférieurs que les attributions respectives des différents échelons des autorités locales dans leurs relations mutuelles (voïvodie - arrondissement, arrondissement - commune). En général, j'estime que le perfectionnement du système des institutions devrait aller vers une extension modérée de l'autonomie locale, en vue de rapprocher les organes prenant des décisions de l'objet de celles-ci et d'élargir la participation des militants à la prise de décisions aux différents échelons. Un autre problème, différent bien que lié au précédent, concerne les perspectives de changement de toute la structure administrative du pays où les régions économiques, telles qu'elles existent en fait, serviraient de base pour constituer des unités administratives.

Ainsi, le problème étant envisagé dans son aspect directionnel, on peut prévoir que, pour une bonne réalisation de la révolution scientifique et technique, il sera opportun de délimiter avec plus de précision les domaines respectifs des matières pour lesquelles la décision revient à l'échelon central et de celles qui sont tranchées par les autorités locales autonomes, ce dernier domaine étant appelé à s'étendre lentement mais systématiquement.

Incidences d'autres changements des institutions politiques sur le déroulement de la révolution scientifique et technique.

Il faut tenir compte de ce que le déroulement de la révolution scientifique et technique sera influencé non seulement par les changements des institutions politiques qui sont à proposer dès à présent, vu qu'ils sont fonction de cette révolution, mais aussi par d'autres modifications résultant des transformations générales du système socio-politique inhérentes aux nouvelles étapes de l'édification du socialisme. A ce point de vue on peut envisager à titre d'hypothèse les effets des *deux variantes alternatives* de la transformation des institutions politiques dans le socialisme.

La première variante pourrait être qualifiée de *centralisme rationalisé*, tandis que la seconde s'appellerait *autogestion démocratique*. Ces termes, comme d'ailleurs la distinction elle-même, sont dans une certaine mesure

conventionnels. Il s'agit en effet des variantes, théoriquement concevables, des transformations qui laisseraient intactes certaines caractéristiques fondamentales du système socialiste, comme il en a déjà été question. Cependant, en s'appuyant sur ces caractéristiques de base, il est possible de développer plus ou moins certains traits du système socialiste des institutions politiques et c'est pour mettre en relief ces différences théoriquement possibles que nous prévoyons les deux variantes susmentionnées.

La variante du *centralisme rationalisé* consisterait, grosso modo, à développer ces traits propres des institutions politiques socialistes qui leur permettent de prendre rationnellement et d'appliquer efficacement des décisions optimales. Le problème-clé de cette variante c'est donc l'optimisation des décisions politiques, conçue à l'exemple de l'optimisation des décisions économiques, soit comme maximalisation de l'effet voulu, avec minimalisation simultanée des coûts et des phénomènes secondaires négatifs. Les changements inhérents à la mise en application de cette variante consisteraient donc à accroître le rôle des experts dans la préparation des décisions, à créer les mécanismes d'un contrôle efficace des décisions prises et à assurer la conformité des décisions prises à tous les niveaux avec les projets établis au niveau central.

Conséquemment mise en œuvre, la variante du centralisme rationalisé représenterait un progrès notable en ce qui concerne le caractère fonctionnel des mesures prises par les institutions au regard du but poursuivi, à savoir le développement économique rapide dans les conditions de la révolution scientifique et technique. Cette variante offre un cadre propice aux propositions concernant le perfectionnement du système de gestion et de la transmission des informations. Mais en même temps elle laisse de côté le problème de la représentation des intérêts de différents groupes de travailleurs et de la garantie de leur participation à la prise de décisions. Or cela peut se révéler être une restriction substantielle tant pour des raisons d'ordre doctrinal — le socialisme impliquant non seulement la reconstruction de l'économie et de la structure de classe, mais aussi, à côté d'autres changements, la mise en œuvre d'une participation toujours accrue des larges masses à la gestion — que pour des raisons pragmatiques, car lorsque la participation à la prise de décisions est restreinte, même les solutions justes rencontrent une plus grande résistance sociale, tandis que le risque d'erreur toujours existant se trouve encore aggravé par l'absence de mécanismes régulateurs intervenant efficacement et rapidement en cas de déficiences et signalant les effets négatifs de ces dernières.

La variante de *l'autogestion démocratique* tient précisément compte en premier lieu de ces transformations qui, dans l'autre variante, passent à l'arrière-plan. Elle fait converger les directions proposées en matière

de transformations des institutions politiques vers la valeur centrale qu'est la démocratie socialiste entendue comme une participation constamment élargie de l'ensemble des citoyens au gouvernement, aux divers niveaux du système de pouvoir, et à travers diverses institutions composant ce système. Les partisans de cette variante font valoir les arguments suivants en sa faveur. La participation toujours élargie des masses au gouvernement renforce chez les citoyens le sentiment de l'engagement politique et contribue à accroître leur activité publique. La culture politique qui se forme dans ces conditions exerce une influence favorable sur la culture de la vie collective en général, la culture du travail y comprise. L'activité stimulée des citoyens fait naître des conditions permettant de déceler plus rapidement les erreurs et de les corriger. Enfin, il est plus facile de trouver dans les conditions d'une vaste activité politique autogestionnaire des formes appropriées pour préciser et représenter les intérêts de différents groupes et catégories de travailleurs au sein même du système des institutions politiques ce qui permet, à son tour, de circonscrire les conflits sociaux virtuellement graves dans des formes parfaitement acceptables pour le système politique. Voilà en quoi consistent les principaux avantages de l'autogestion démocratique.

Quant à ses défauts il se laissent ramener à deux : 1° il est possible que soient freinés les changements nécessaires du point de vue de la mise en œuvre de la révolution scientifique et technique, mais qui n'en comportent pas moins des effets imminents défavorables pour certains groupes sociaux numériquement plus importants et, partant, plus influents ; cela peut se traduire, par exemple, par l'usage fait des institutions démocratiques en vue de forcer des solutions d'égalitarisme poussé en matière de répartition du revenu national, même au risque de nuire au rendement du travail ; 2° il est possible aussi que l'on donne préférence dans les conditions de l'autogestion développée, à des solutions conformes aux intérêts particuliers (d'une région, d'une branche de production, etc.) au détriment des intérêts généraux.

Mais ces défauts ne se manifesteront pas nécessairement et, lorsque le niveau des participants à la prise de décisions sera suffisamment élevé, ils ne devraient même pas se produire du tout. Le problème donc ne consiste pas tant à choisir l'une des variantes susmentionnées dans sa forme pure qu'à unir harmonieusement les avantages de chacune d'elles. La variante ainsi obtenue aurait le caractère d'un compromis, autrement dit, elle concilierait les éléments de l'autogestion démocratique avec ceux de la direction centrale rationalisée. Une telle variante semble aussi la plus avantageuse tant du point de vue des aspects politiques de l'édification du socialisme que des conditions politiques à garantir à la mise en œuvre de la révolution scientifique et technique en Pologne.

Il convient de souligner à ce propos que le choix d'une variante déterminée parmi les modes de changement des institutions politiques n'est pas indifférent au point de vue des conditions créées pour la révolution scientifique et technique. A brève échéance, en effet, il est possible de stimuler les processus économiques alors même qu'il n'y a pas d'autogestion démocratique ou qu'elle est fortement limitée. Mais tôt ou tard, une telle situation ne peut que freiner le développement ultérieur. L'absence ou un trop faible développement d'autogestion démocratique mènent à des perturbations et à des conflits sociaux qui sont de nature à ralentir le rythme de développement, et à provoquer en outre la passivité et l'indifférence aux affaires publiques, ce qui fait nécessairement baisser l'efficacité du travail.

Un aspect particulier de ce problème est le fonctionnement des institutions politiques envisagé par rapport à la science et à ceux qui s'en occupent. Une des conditions préalables de la révolution scientifique et technique c'est l'existence d'un personnel scientifique d'un niveau élevé, suffisamment nombreux, convenablement réparti et utilisé. Cette révolution en effet exige aussi bien des découvertes scientifiques que la mise à profit des réalisations d'autres pays, dans le domaine de la science. Dans les deux cas il faut des cadres hautement qualifiés et convenablement utilisés.

Au début des années soixante-dix, la Pologne possède un potentiel scientifique considérable. Il ne nous appartient pas ici de nous demander dans quelle mesure ce potentiel nous garantit le succès de la révolution scientifique et technique. Cependant, même si le potentiel scientifique existant est très positivement évalué, nous conviendrons qu'une grande importance revient non seulement au fonctionnement des institutions politiques, notamment celles qui, dans leur activité, influent sur la pratique de la science et l'utilisation de ses résultats, mais encore à celui des institutions qui exercent une influence indirecte sur le monde de la science parce que leur activité a des incidences sur la situation des scientifiques, incidences qui ne les concernent pas nécessairement et exclusivement en tant que scientifiques. L'essor de la science exige, plus que jamais, une bonne direction et planification et, à cet égard, les scientifiques ne peuvent pas être les seuls à prendre des décisions bien que leur participation à ces décisions doive être considérable. Il faut par conséquent que, dans le domaine de la direction de la science aussi soient appliqués les principes de l'autogestion démocratique et que soit systématiquement consolidée la culture politique démocratique qui permettra à la recherche scientifique de se développer de façon plus complète et efficace.

En récapitulant cette partie de notre étude on peut constater qu'en somme les perspectives de développement de la démocratie socialiste, importantes à beaucoup de points de vue, ont une signification primordiale pour garantir au pays les conditions optimales d'une réalisation satisfaisante des tâches de la révolution scientifique et technique. C'est dans ce sens également qu'est importante comme condition de cette révolution l'orientation prévue des changements des institutions politiques, dans les conditions de l'édification avancée du socialisme, lorsque les changements dans la structure sociale permettent de toujours élargir le caractère démocratique des institutions politiques. Effectivement, bien que l'absence de démocratie n'exclue pas un progrès rapide de la science et de la technique, elle n'en fait pas moins ralentir le rythme et engendre des effets défavorables qui retentissent sur les changements dans le domaine de la science et de la technique.

Effets produits par la révolution scientifique et technique sur les institutions politiques.

Il a été question jusqu'à présent des incidences supposées des changements intervenant dans les institutions politiques sur le déroulement et les effets de la révolution scientifique et technique. Mais un autre problème surgit, celui de savoir comment les processus que nous appelons révolution scientifique et technique vont influencer sur les institutions politiques et sur la culture politique.

Demandons-nous en premier lieu quels sont parmi les changements suscités par la révolution scientifique et technique ceux que nous pouvons dès à présent considérer, avec un haut degré de probabilité, comme importants du point de vue de leur influence vraisemblable sur les phénomènes politiques. Voici le minimum qu'il est permis d'ores et déjà de prévoir.

1° Les changements intervenant dans la structure des classes et des couches de la population entraînant un accroissement numérique notable de l'intelligentsia et sa spécialisation de plus en plus poussée et, en même temps, l'élévation du niveau technique de la classe ouvrière dont le noyau, les ouvriers hautement spécialisés de l'industrie moderne, se rapprochent du niveau des cadres techniques. D'autre part, moins sans doute sous l'influence de la révolution scientifique et technique que sous celle de la restructuration du système agraire, d'importants changements se produisent dans la composition sociale, l'importance numérique et l'aspect idéologique de la paysannerie socialiste. Dans son ensemble, la structure des classes et des couches de la population polonaise évoluera

au cours de cette période dans la direction déterminée par deux objectifs fondamentaux : la création de la société socialiste et la transformation de l'économie et de la technique du pays dans un esprit de modernité et de haut développement.

2° La consolidation de la société sur la base de l'idéologie et de la politique socialistes, s'accroît par suite des transformations intervenant dans la structure des classes et des couches, mais aussi sous l'effet d'autres circonstances (notamment les effets de la formation idéologique et l'influence que devraient exercer les résultats positifs de l'activité économique et politique de l'Etat).

3° Les transformations dans le domaine de la culture du travail, le renforcement de la discipline sociale, la conscience accentuée de la valeur de soi-même éprouvée par l'individu et la collectivité provoquent la liquidation ou du moins une réduction substantielle de la distance qui sépare encore la Pologne, sur le plan de la civilisation, des pays les plus développés du point de vue économique.

4° On enregistre l'élévation du bien-être, la liquidation des déficiences durement ressenties du niveau de vie, sans toutefois, semble-t-il, que l'écart entre la Pologne et les pays capitalistes les plus riches puisse être totalement aboli. A son tour, le mieux-être permettra de mettre en application, à un degré plus élevé, les principes socialistes de l'égalitarisme, par la réduction, mais sans doute pas encore la suppression, des inégalités existantes.

5° L'amélioration du rendement du travail permettra un accroissement du temps libre du travailleur (réduction de la journée ou de la semaine de travail, congés payés de plus longue durée, etc...). En même temps, en relation avec le mieux-être, une meilleure organisation du temps libre et des loisirs donnera à l'individu l'occasion de se développer plus complètement.

Les changements énumérés ci-dessus peuvent donc se ramener à ce que, vers la fin du XX^e siècle, à la suite d'une réalisation satisfaisante de la révolution scientifique et technique, la Pologne deviendra un pays riche, relativement égalitaire, avec une population ayant un haut niveau d'instruction générale et de formation professionnelle. Il y a lieu de se demander à quels phénomènes il faut alors s'attendre dans le domaine de la conscience sociale ?

On peut s'attendre à ce que soit surmonté le complexe d'infériorité que les Polonais ont connu dans le passé et que l'on rencontre encore fréquemment de nos jours. Un pays moderne et hautement développé

doit être un juste titre de fierté, un exemple vivant des possibilités créatrices de la nation dans les conditions offertes par le système socialiste. Le succès de la révolution scientifique et technique devra donc susciter un sentiment de satisfaction dans les masses, consolider l'acceptation des principes de base du régime, affaiblir sensiblement la réceptivité aux slogans antisocialistes. En même temps, il y a lieu de prévoir un plus fort esprit critique des citoyens vis-à-vis des mesures concrètes prises par le pouvoir et une volonté accrue de participer aux décisions socialement importantes. En général donc on peut prévoir la formation d'une attitude civique mûre, critique et engagée. Les pronostics de quelques théoriciens anticommunistes d'après lesquels le développement économique et l'enrichissement des sociétés socialistes aboutiraient à leur embourgeoisement ou au dépérissement des attitudes idéologiques engagées (8) se révéleront sans doute fausses. En revanche des changements se produiront dans les formes d'engagement idéologique et dans les questions que cet engagement concerne.

A mesure que s'enrichira la société et qu'elle connaîtra une application plus effective des principes d'égalité, les tensions sociales d'origine économique vont s'affaiblir de même que l'incidence — déjà peu accusée à l'heure actuelle (9) — des différences matérielles sur la façon de voir la structure sociale. Cela ne signifie pas que le sentiment des différences sociales disparaîtra totalement, mais il va porter de plus en plus sur les valeurs immatérielles, par exemple l'instruction, le pouvoir dont on est investi, etc. Il est particulièrement important que la direction des processus éducatifs ainsi que la politique sociale et économique contribuent à former de semblables attitudes et non au maintien, et encore moins à l'intensification, de l'attachement à la propriété, de la poursuite du succès matériel, etc. La personnalité de l'homme socialiste, façonnée dans les conditions d'un puissant développement scientifique et technique, ne doit avoir rien d'un ascète, mais ne peut ressembler non plus à celle d'un rentier ou d'un homme d'affaires. C'est précisément le mieux-être et une plus grande égalité matérielle qui permettront de façonner les traits d'une personnalité en fonction des principes du socialisme et du communisme. Mais c'est l'éducation à la maison, à l'école, au sein des

(8) Cette idée fut lancée par Raymond ARON *Fin de l'âge idéologique* dans l'ouvrage collectif sous la rédaction de T.W. ADORNO et W. DIRKS, *Sociologica*, Francfort-sur-le-Main, 1955 ; *idem*, *Fin de l'âge idéologique*, Paris, 1956. Des opinions semblables ont été formulées entre autres par Daniel BELL et Seymour M. LIPSET. Un aperçu critique de ces conceptions se trouve dans mon ouvrage *Czy zmierzch ery ideologicznej ? (Déclin de l'ère idéologique ?)*, Varsovie, 1966 et 1968.

(9) Cf A. SARAPATA, *Studia nad uwarstwieniem i ruchliwoscia spoleczna w Polsce (Etudes sur la stratification et la mobilité sociales en Pologne)*, Varsovie, 1965.

organisations de jeunesse, par la littérature, etc. qui aura ici un grand rôle à jouer.

Issue des réalisations de la révolution scientifique et technique, la conscience consolidée de la valeur de l'individu et de la collectivité mènera probablement vers l'intensification et la généralisation dans la population du sentiment de compétence politique. Alors qu'il a été assez caractéristique pour la Pologne gouvernée par la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers qu'une grande partie des paysans et même des ouvriers considéraient la politique comme un domaine étranger, inaccessible, comme un fief des « maîtres », dans la Pologne qui édifie le socialisme, ce sentiment cède à celui de la cogestion. Les modifications politiques inhérentes à l'avènement du pouvoir populaire déterminent ce changement d'attitude et l'éducation politico-idéologique massive fait consolider ce changement. Mais la révolution scientifique et technique va encore étayer ce sentiment de cogestion, cette conscience de compétence politique. Les qualifications professionnelles et générales plus élevées, la maîtrise de nouveaux procédés compliqués de travail influenceront indirectement sur la façon dont les masses vont concevoir leurs propres possibilités et aspirations dans le domaine politique. Les institutions politiques se trouveront ainsi devant le problème d'assurer des plate-formes d'activité politique aux masses, qui soient adéquates à ces aspirations et attentes.

Telles seront, semble-t-il, les effets d'ordre structural et psychologique de la révolution scientifique et technique. La question de savoir dans quelle mesure l'évolution des institutions politiques correspondra aux besoins et aux possibilités engendrées par ces changements dépendra des principes adoptés pour assurer les transformations à long terme du système politique. Cependant, c'est dans une forte mesure en fonction du choix de la variante la plus judicieuse de ces transformations que le système politique sera un levier ou bien un frein aux transformations engendrées par la révolution scientifique et technique.

L'orientation la plus générale des changements du système des institutions politiques à la suite de la révolution scientifique et technique peut être qualifiée *d'approfondissement de la démocratie socialiste fondée sur les principes d'autogestion*. Les effets ci-après de la révolution scientifique et technique vont jouer en faveur d'une telle orientation.

a) La consolidation croissante de toute la société résultant tant des changements intervenus dans la structure des classes et des couches sociales que des incidences de la révolution scientifique et technique sur la richesse du pays et de ses habitants ; un des éléments de cette consolidation sera le sentiment croissant des acquisitions et des chances réelles que le système socialiste offre non seulement dans le domaine de la justice

sociale, mais aussi en matière de progrès économique, technique et scientifique.

b) Les aspirations sociales accrues des citoyens, leur meilleure préparation à la participation active dans la vie publique, leur sentiment de compétence politique.

c) Les réserves accrues de temps libre et, partant, les possibilités virtuelles de participation à la vie socio-politique sans préjuger du repos, des loisirs, de la vie culturelle, etc.

Ainsi, les institutions politiques seront sans doute exposées à une pression tendant à élargir l'autogestion démocratique dans leur activité, notamment par extension de la participation des citoyens aux décisions et au contrôle de leur application. Le développement satisfaisant de la société dépendra en grande partie du développement d'une superstructure politique adéquate aux changements de la structure et de la conscience sociales.

Il est utile de considérer dans ce contexte le risque d'apparition de facteurs capables de freiner ce développement et leurs sources éventuelles. Ces facteurs peuvent se réduire à deux : 1° l'inertie des formes politiques désuètes et 2° les tendances technocratiques d'une partie de l'appareil de gestion.

L'inertie des formes politiques est un phénomène général et bien connu en sociologie. A l'exception des périodes révolutionnaires où surgissent impétueusement de nouvelles institutions politiques et de nouveaux procédés, des mécanismes existent toujours qui font persister les formes politiques anciennes. Et cela pour deux raisons : premièrement, en raison de la tendance à répéter les comportements appris et vérifiés ; deuxièmement, en raison des intérêts qu'ont parfois des groupes d'hommes politiques professionnels, habitués à agir d'une certaine façon déterminée et mal disposés à l'égard de tout changement. A côté de ces causes universelles, dans les sociétés où dominant les classes possédantes entre encore en jeu et exerce une influence prépondérante l'intérêt des classes intéressées au maintien du statu quo. Dans le cas de la Pologne, nous pouvons ne pas tenir compte de cette cause.

La tendance à l'inertie résultant de la répétition des comportements éprouvés milite en faveur des mesures préventives, telle la préférence donnée sciemment aux militants qui montrent une forte inclination à accepter les changements comme une valeur (10) par rapport aux militants à tendance, à cet égard, conservatrice.

(10) Dans les recherches comparées sur le rôle de la valeur dans l'activité sociale des arrondissements (districts), menées en Pologne, en Yougoslavie, en Inde et aux

La seconde des raisons susmentionnées semble moins importante. Il faut tenir compte de ce qu'à mesure que la société deviendra de plus en plus égalitaire, les intérêts spécifiques, en tant que groupe, des gens au pouvoir se feront de moins en moins sentir. La formation accrue à l'exercice des professions non politiques fera naître chez les gens qui dirigent les institutions politiques une plus grande disposition à accepter une rotation éventuelle, la mutation à un autre travail, etc. Mais cela dépendra, dans une forte mesure, d'une action efficace exercée en ce sens sur les tendances à l'évolution que manifesterà le groupe social des hommes politiques professionnels.

Il en va de même pour le second facteur freinant le développement de l'autogestion démocratique, à savoir les tendances technocratiques. Celles-ci tirent leur origine de la complication du processus de gestion et des exigences croissantes de spécialisation auxquelles doit faire face l'appareil de direction de l'économie nationale, qui en découle. Ces tendances inévitables font naître le danger virtuel d'aspirations à l'exclusivité de la décision et de penchants à éliminer l'influence des profanes. Dans le même sens peut jouer aussi la participation, d'ailleurs absolument indispensable, des experts à la préparation des décisions.

Cependant, la technocratie n'est nullement inéluctable (11). Elle peut être contrecarrée par l'activité consciente des rouages politiques, notamment ceux du parti, tendant à assurer la participation de l'ensemble des travailleurs par l'extension des formes représentatives, l'élévation du niveau de préparation politique des travailleurs ayant des qualifications professionnelles différentes, etc. Contre la technocratisation des institutions politiques il peut agir en délimitant nettement les aspects politique et technique des décisions. L'aspect *politique* se ramène à fixer les principaux objectifs stratégiques, à établir les priorités et les principales directives d'activité. Cela peut se faire d'une façon suffisamment simple et compréhensible pour que la masse de citoyens, non spécialistes, et en particulier les membres des corps représentatifs, puisse se faire une opinion

USA dans la deuxième moitié des années soixante, l'une des valeurs analysées a été précisément l'orientation sur le changement, donc l'inclination à accepter des procédés nouveaux. Les recherches de ce genre permettent d'établir entre autres dans quelle mesure l'inclination à accepter la valeur de changement fait partie des syndromes de valeur plus vastes, et aussi de savoir comment ce penchant est-il inhérent aux traits individuels des militants ou aux traits propres des milieux dans lesquels ils agissent. Cf l'ouvrage collectif *Values and the Active Community*, New York, The Free Press, 1971.

(11) La critique des pronostics d'après lesquels la révolution scientifique et technique devrait apporter la victoire à la technocratie, dans l'article de S. ZAWADZKI, *Postęp techniczny a rozwój demokracji socjalistycznej* (*Le progrès technique et le développement de la démocratie socialiste*) dans l'ouvrage collectif sous la rédaction de J. KOWALSKI et L. LISIAKIEWICZ : *Panstwo, naród, demokracja socjalistyczna w PRL* (*L'Etat, la nation et la démocratie socialiste en RPP*), Varsovie, 1970.

sur la question. Par contre, les solutions *techniques* qui requièrent des connaissances spéciales peuvent et doivent relever des spécialistes. En ce sens, il n'y a pas de contradiction irréductible entre la tendance à la préparation rationnelle, spécialisée d'une décision et le vœu d'une large participation démocratique à la décision. La prévention des phénomènes technocratiques dépend aussi, dans une forte mesure, du prompt dépistage des germes de cette tendance suivi d'une ferme contre-action.

En admettant donc que la direction générale de l'évolution des institutions politiques sous l'influence de la révolution scientifique et technique doivent consister en un approfondissement de l'autogestion démocratique, on peut définir de la façon suivante les lignes principales de ces changements.

1° Le développement et l'approfondissement de toutes les formes de démocratie directe des producteurs (autogestion ouvrière, autogestion paysanne) et un partage plus précis des tâches entre les corps autogestionnaires et la direction opérationnelle.

2° L'extension et l'agrandissement de la participation à la vie publique des organisations représentant les intérêts de différents groupes et milieux socio-professionnels, étant entendu que ces organisations jouiront d'une autonomie de plus en plus large, en agissant sur la base des principes du système socialiste.

3° Le perfectionnement des institutions représentatives (la Diète et les Conseils du peuple) tant en ce qui concerne leur style de travail et l'étendue des pouvoirs exercés que le contrôle exercé par les citoyens sur l'activité de ces corps. Les formes de ce contrôle seront certainement différenciées et il est difficile d'en déterminer dès aujourd'hui le caractère, mais de la façon la plus générale elles tendront à accroître le rôle des électeurs et des élus ainsi qu'à rendre plus efficaces les garanties du contrôle exercé par les citoyens sur leurs représentants.

4° La séparation conséquemment poursuivie des institutions administratives et des institutions politiques, la démocratisation de plus en plus poussée de ces dernières et le contrôle de plus en plus efficace des institutions administratives.

5° L'approfondissement du rôle dirigeant du parti à l'égard de tout le système des institutions politiques, avec développement simultané de la démocratie au sein du parti et du rôle de la masse de militants dans la mise en application de la ligne du parti. Cela se rattachera sans doute aux changements progressifs des relations actuellement existantes entre le rôle le l'appareil professionnel du parti et le rôle toujours croissant des militants non professionnels.

C'est dans ce sens que va s'approfondir la démocratie socialiste. En même temps, le développement des institutions politiques s'accomplira sans doute sous l'influence d'un autre facteur encore — la nécessité d'adapter ces institutions et ces formes de leur activité aux possibilités et aux besoins apportés par la révolution scientifique et technique. A cet égard, nous sommes encore loin par rapport aux possibilités existantes. A titre d'exemple, signalons les possibilités d'application des ordinateurs, la simulation de diverses variantes des mesures envisagées ou planifiées, l'utilisation des techniques modernes dans la propagande et l'information politique. Les formes modernes d'action des institutions politiques seront de plus en plus nécessaires tant du point de vue des effets pratiques que de la nécessité psychologique d'adapter le style de direction des institutions politiques à celui qui va se généraliser dans l'économie nationale. Ces formes modernes devraient se rattacher aussi à une large application de l'analyse scientifique à la préparation des décisions et au contrôle de leur mise en œuvre et, en conséquence, à l'extension de l'arrière-base de recherche scientifique des institutions politiques. Une telle base existe à l'état embryonnaire, mais le développement scientifique et technique entraînera sans doute — de par ses exigences et ses effets — son extension considérable. Entrent ici en jeu aussi bien les organismes de recherche spécialisée de différentes institutions politiques (menant ses propres recherches et donnant des avis sur les problèmes soumis) que les diverses formes d'utilisation des centres scientifiques des écoles supérieures.

En conséquence, le développement des institutions politiques impliquera une transformation de leur personnel de direction qui devra associer aux qualifications générales et professionnelles très élevées la capacité de développer judicieusement et de bien représenter les intérêts et les aspirations des masses.

Summary

The interrelation between the development of political institutions and the processes of scientific-technical revolution is twofold. On the one hand, there must exist the political preconditions of the rapid change in science and technology. On the other hand, the processes of rapid scientific and technical change produce important consequences in the political life. From the point of view of the economic structure of the country, Poland has reached the threshold of scientific-technical revolution; it now depends on the political conditions whether the country will be able to achieve the stage of high technological development in reasonably short time. Three changes in the functioning of political institutions are directly related to the processes of scientific-technical revolution: they are:

changes in the system of management on all levels of authority, changes in the circulation of informations and development of autonomic structures of decision-making. Indirectly, however, other changes in the system of political institutions influence the processes of scientific and technological change. Two variants of future developments of the political institutions are discussed in this context: that of a rationalized centralism and the one of democratic self-management. The author expresses the opinion that both these variants would constitute conditions for rapid scientific and technological transformations but he favours the strategy of combining the strong elements of both and eliminating their weaknesses.

In the second part of the paper, the author discusses the consequences of scientific-technological revolution for the political institutions. Five major factors could be hypothetically identified: 1° changes in class structure and social stratification, particularly in the direction of increased role of the professional stratum and the increase of educational level of the working class; 2° further political integration of the nation; 3° changes in the culture of work, increase of social discipline, and higher assessment of collective and individual efficacy of the Poles; 4° achievement of the higher standard of living and on the basis of it leveling of economic inequalities; 5° increase of the amount of leisure time. All these changes will result in the formation of better and more harmonious society, which in its turn will make it both possible and necessary to considerably increase the scope of democratic self-management in all spheres of socio-political life. Potential restraints to this process may result from the inertia of old political institutions and/or from technocratic tendencies among some segments of the apparatus. Neither, however, is likely to become strong enough to stop the processes of democratic self-management. The main changes in the direction of greater self-management will include: 1° development of various forms of direct democracy on local levels; 2° development of organizations which represent interests of various segments of the society; 3° bettering of the representative institutions (Parliament and local councils); 4° further differentiation between administrative and political authorities and further democratization of the latter; 5° deepening of the leading role of the Communist party combined with development of its internal democracy.

